

**Des voix:** Bravo!

**M. Watson:** Seulement 269,000 cette année.

**M. Reynolds:** C'est avec plaisir que je vais l'ajouter à mon discours. Le député vient de dire: seulement 269,000 maisons cette année. Qu'on le dise aux Canadiens qui ne peuvent trouver une maison à acheter. Quant à moi, comme des centaines de milliers de Canadiens, je voudrais savoir quand le ministre va remplir la tâche pour laquelle il a été élu. On pourrait penser qu'après avoir commis tant d'erreurs au poste qu'il a occupé précédemment, il aurait appris que non seulement les Canadiens, mais son propre parti attendent des résultats, si infimes soient-ils.

Les Canadiens ne toléreront pas plus longtemps l'attitude du gouvernement selon laquelle il ne peut rien faire au sujet de l'inflation parce qu'elle dépend purement et simplement des événements internationaux et qu'il faut suivre le courant. Même si cette formule peut convenir à divers ministres de la Couronne et leur offrir l'occasion de dissimuler leurs manquements, elle ne contribue en aucune manière à résoudre les problèmes qui assaillent le pays, surtout dans le domaine de l'habitation.

● (2110)

Il y a des mesures que nous pouvons prendre immédiatement si le gouvernement veut vraiment s'attaquer de front à ce problème, et certains de ces points ont été soulevés à maintes reprises par le chef de notre parti, notre critique en matière d'habitation, le député de Calgary-Nord (M. Woolliams), et d'autres membres de notre parti que la question intéresse, y compris moi-même. Monsieur l'Orateur, finissons-en avec les absurdités, avec les tracasseries administratives, avec les millions de dollars dépensés en supercheries politiques qui ne servent qu'à jeter de la poudre aux yeux, et attaquons-nous au travail pour lequel les Canadiens nous ont élus.

Il n'est pas nécessaire d'être un génie financier, un économiste ou même un entrepreneur pour reconnaître les problèmes. Il semblerait toutefois qu'il suffise d'être un ministre de l'habitation. Il y a deux semaines, à la Chambre, au cours du débat sur l'Adresse, j'ai parlé d'une annonce dans un journal de Houston, au Texas, montrant une maison de 1,700 pieds carrés qui se vendait \$22,900. Si on peut construire et vendre des maisons à ce prix aux États-Unis dans une des plus grandes régions urbaines, nous pouvons certainement faire de même au Canada. Mais l'immixtion du gouvernement à tous les niveaux a tellement entravé l'industrie de la construction domiciliaire que les motifs d'exaspération ne se comptent plus.

Depuis les dernières modifications fiscales, il n'est plus aussi rentable de construire des appartements. En conséquence, la demande dépasse de beaucoup le nombre des logements offerts. Comme les logements disponibles sont occupés à près de 99 p. 100, le marché est favorable aux propriétaires qui pouvaient exiger autant que les locataires étaient prêts à payer. Pour les jeunes familles, la situation est insupportable. Elles doivent non seulement gagner de bons revenus pour pouvoir prendre une hypothèque, mais aussi faire des mises de fonds élevés. Ce n'est pas toujours possible pour une jeune famille. Si on ajoute à cela les taux d'intérêt courants, nous faisons face à une situation où la très grande majorité des Canadiens ne peuvent espérer devenir propriétaires.

### Affaires uroaines

Tant aux États-Unis qu'en Grande-Bretagne, un propriétaire de maison a le droit de déduire de ses impôts l'intérêt qu'il a versé sur une hypothèque, ce qui fait qu'une proportion beaucoup plus grande de gens sont en mesure d'envisager l'achat d'une maison. Si le ministre voulait s'attaquer sérieusement aux problèmes de son ministère, c'est par là qu'il pourrait commencer. Si le ministre voulait s'attaquer sérieusement à ce problème, il pourrait éliminer immédiatement la taxe de vente fédérale de 11 p. 100 sur les matériaux de construction.

**Des voix:** Bravo!

**M. Paproski:** Il s'en fout!

**M. Reynolds:** Si le ministre voulait s'attaquer sérieusement à ce problème, il pourrait recommander le rétablissement des dégrèvements fiscaux, de sorte que les unités d'habitation pourraient redevenir un investissement intéressant et stimuler la construction d'appartements et de maisons groupées.

**M. Paproski:** Partout au Canada, pas seulement à Vancouver-Centre.

**M. Reynolds:** Si le ministre était sérieux, il pourrait mettre au point une politique destinée à abaisser les taux d'intérêt sur toutes les hypothèques de la SCHL. S'il était sérieux, il pourrait créer une caisse fédérale qui pourrait être utilisée sur une base régionale en vue de créer des réserves foncières pour les terrains viabilisés. Si le ministre était sérieux, il mettrait au point des codes nouveaux et souples de planification et de construction qui tiendraient compte des différences et des disparités régionales. Si le ministre était sérieux, il prévoirait des services de transport rapide pour desservir les terrains viabilisés, rendant ainsi ces terrains plus attrayants pour les propriétaires éventuels. Soit dit en passant, la propre circonscription du ministre est l'une des pires du pays en ce qui concerne les transports rapides.

**M. Paproski:** C'est une honte!

**M. Reynolds:** Le ministre connaît le grave problème du sud de la Colombie-Britannique. Bien qu'il fasse partie du gouvernement fédéral, il n'a rien fait. Tout ce que le gouvernement a pu faire avant les dernières élections a été d'offrir un paquet de dollars pour construire un pont que la province et la population ont rejeté. Ils ont cru qu'une poignée de dollars les ferait élire et je dois avouer qu'ils ont eu raison. Les ministres des deux côtés de ce pont sont toujours à la Chambre. Néanmoins, je pense qu'ils n'y seront plus après les prochaines élections, car les gens savent maintenant que le gouvernement libéral ne fait rien pour la Colombie-Britannique, et que les deux ministres de la Colombie-Britannique font partie du gouvernement libéral.

**Une voix:** Ramenez Rudnicki!

**M. Reynolds:** Cela me donne la nausée que d'entendre les députés d'en face critiquer mon parti pour n'avoir pas mis de l'avant de nouveaux programmes en matière de logement. Nous avons un programme distinct. Et le gouvernement sait bien qu'il peut fonctionner. Mais il attend, dans l'espoir que le problème se dissipera. Je crois qu'il va être surpris, parce que c'est le gouvernement qui disparaîtra avec les prochaines élections.